



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 14

janvier 2022

Belle et heureuse année !

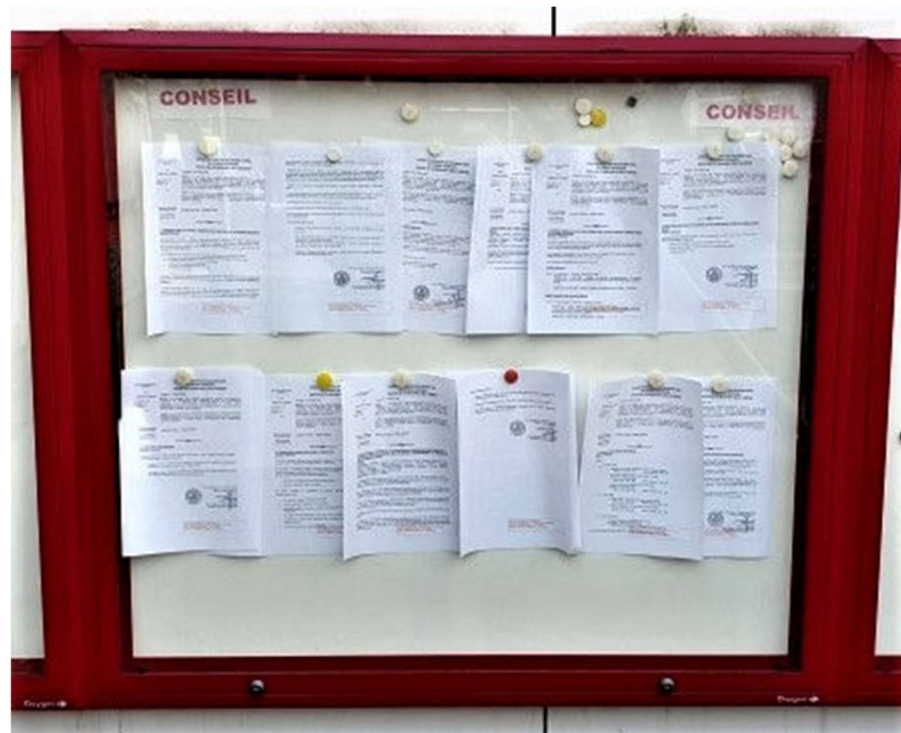
Bien que le temps ne soit pas vraiment à l'optimisme, souhaitons que chacun·e puisse vivre les bonheurs de chaque jour et en même temps participer aux projets qui encouragent les engagements et alimentent les espoirs...

- celui de voir cette pandémie Covid enfin maîtrisée par une véritable politique sanitaire lisible pour chacun·e et respectueuse des libertés ;
- celui de voir la solidarité et l'accueil l'emporter sur les exclusions, les barrières, les rejets, les discours identitaires et racistes ;
- celui de voir les tensions internationales lourdes de guerre, d'affrontements violents et d'exodes forcés se réduire pour avancer vers un monde pacifié, plus humain, plus solidaire,
- celui de voir nos dirigeants prendre enfin la mesure de l'urgence climatique et les décisions qu'elle impose ;
- celui de voir la Gauche se rassembler pour la Présidentielle et aussi les Législatives pour mettre en place un gouvernement qui s'attelle vraiment à la transformation profonde de notre société : sociale, écologique et démocratique
- celui de voir notre ville de Quetigny retrouver un dynamisme entamé par la crise sanitaire pour que chacun·e puisse devenir acteur de son avenir et celui de notre commune.

Les membres de *Réinventons Quetigny* entendent prendre toute leur place pour entretenir ces espoirs et agir, à leur mesure, pour leur réalisation.

En invitant celles et ceux qui partagent ces espoirs et cette volonté à venir renforcer l'action de notre collectif.

Belle et heureuse année !



Compte rendu du Conseil municipal du 14 décembre 2021

Les élu·e·s de Réinventons Quetigny vous présentent un compte rendu de chaque Conseil municipal, sur les points qui leur paraissent les plus importants et les plus significatifs. Vous pouvez également revoir le déroulement des Conseils sur la [page Youtube](#) de la Ville.

1 – Compte rendu du Conseil du 23 novembre juin : nous nous sommes ABSTENUS sur ce compte-rendu. Nous maintiendrons cette position tant que ne sera pas rétabli le droit pour chaque conseiller d'intégrer au compte-rendu quelques lignes d'explication de vote. Ce droit, voté en novembre 2020, a été supprimé 3 mois après sans justification.

2 – Rapport d'Observations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC)

Ce rapport concerne la gestion des comptes de la Commune de Quetigny de 2015 à 2019. Il est très riche d'information et d'enseignements. Nous avons regretté dans notre intervention ([lire ici](#)) que la Cour des Comptes n'ait pas sollicité l'avis des élu·e·s de l'opposition municipale, ce qui lui aurait permis une appréciation sans doute plus nuancée sur l'opération « Cœur de Ville ». Ce rapport ([lire ici](#)) n'a pas donné lieu à délibération.

3 – Avis sur les ouvertures dominicales des commerces

Si les commerces de détail doivent respecter la règle du repos dominical, le code du travail donne compétence au Maire pour déroger à cette règle. Nous avons voté CONTRE ces ouvertures pour plusieurs raisons que vous pouvez lire dans la déclaration que nous avons faite ([voir ici](#)).

4 – Nous avons voté CONTRE le budget primitif principal de 2022 pour les mêmes raisons que nous exposons depuis le début du projet "Cœur de Ville" qui mobilise une part importante des ressources de notre ville. Le choix fait depuis une dizaine d'années pour "bétonner le centre-ville" ne correspond

ni aux souhaits exprimés par une majorité de nos concitoyens ni à l'urgence climatique et sociale qui nous impose d'autres priorités.

Si la majorité municipale s'est félicitée régulièrement depuis une dizaine d'années du peu d'endettement de la commune, cette période est désormais close. Les emprunts nécessaires pour payer le coût des travaux ne manqueront pas de peser sur les impôts locaux (taxes foncières — près de + 7 % en 2 ans) et sur les capacités de la Ville à conserver son niveau d'emploi et de services ([lire ici notre intervention](#)).

Par contre, nous avons voté POUR le budget de l'action culturelle.

5 – Nous avons voté POUR les tarifs des différents services aux habitant·e·s de notre commune :

- multi-accueil-maison de l'enfant
- restauration scolaire, accueil périscolaire, centre de loisirs, accueil jeunes
- salles municipales, salle festive de la Colline, installations sportives et matériel, carte passeport loisirs et carte bibliothèque
- concession cimetière, redevance d'occupation du domaine public
- golf municipal

6 – Nous nous sommes ABSTENUS sur l'avenant de prolongation de la Convention signée avec le CEREMA pour la préparation de l'agenda 30. L'évocation du Covid pour justifier ce retard (rien ou presque n'a été fait depuis 8 mois), alors que l'ensemble des salariés ont travaillé au cours de la période prévue, ne nous a pas convaincus. Rappelons que lors de l'examen de cette convention au mois d'avril 2021, Réinventons Quetigny avait demandé à être associé au pilotage et au déroulement de cette convention, demande refusée par la majorité municipale.

7 – Nous avons voté CONTRE l'allongement du temps de travail des agents de la ville de Quetigny de 1569 heures à 1607 heures annuelles, soit une semaine supplémentaire de travail.

Cet allongement est prévu par une loi de 2019, mais dans la mesure où nous étions sollicités sur cette question, nous avons dit notre désaccord avec cet allongement, parce que nous refusons que l'on revienne sur les avantages acquis par les salariés, et aussi parce que l'heure n'est pas à travailler plus mais au partage du travail (plus de 4 millions de sans-emploi dans notre pays, sans compter les temps partiels imposés).

Nous avons apprécié qu'un des membres de la majorité, Mario Luchin, vote également contre ce projet. C'est la première fois, au cours de ce mandat, qu'un membre de la majorité vote différemment de ses collègues, selon ses convictions. Bravo !

Au cours de ce débat, nous nous sommes étonnés que les salariés de la Ville, dont les fonctions le permettent, ne puissent bénéficier du régime d'horaires variables qui pourtant permet une meilleure articulation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

8 – Au nom des deux groupes d'opposition (Réinventons Quetigny et ETIQ), notre collègue Lucia Sacilotti a présenté un vœu sur le chauffage dans les immeubles HLM de Fontaine-Village ([voir ici](#), et [voir notre Lettre](#) de décembre 2021).

Après avoir hésité, la majorité municipale s'est rangée sur ce texte que l'opposition a accepté de modifier sur quelques points. Ce vœu a donc été voté à l'unanimité. Nous nous en félicitons, car cette unanimité sur une question d'urgence ne peut que bénéficier aux locataires de ces immeubles durement pénalisés en novembre et décembre derniers.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 14

janvier 2022

À Dijon, la honte pour la préfecture !

Nous ne sommes qu'au tout début de l'année, mais le Préfet de Côte-d'Or a déjà lancé la chasse aux exilé·e·s, et tout particulièrement aux enfants migrant·e·s.

Le 6 janvier, à 6 h du matin, 15 policiers, avec 4 voitures banalisées, débarquent dans un foyer du quartier de la Colombière. Pour arrêter de dangereux malfrats ? Non : il s'agissait de venir cueillir à l'aube Rizart, 11 ans, élève de CM2 à l'école de la Colombière, et ses deux parents, qui sont aveugles, sa maman étant également soignée pour un cancer.

Devant l'agression policière, [le père a voulu se défenestrer](#). Blessé, il est hospitalisé pour une longue durée. C'est l'acharnement contre cette famille, déjà emmenée sous la contrainte à l'avion qui devait les reconduire dans leur pays, et dans lequel ils ont refusé de monter.

Cette famille est maintenant traumatisée. Les associations qui la soutiennent (SOS Refoulement, Collectif droit d'asile, et les Parents d'élèves de l'école de la Colombière qui protègent Rizart et [se sont mobilisés](#), en lançant notamment une pétition qui a recueilli plus de 12 000 signatures*...) demandent maintenant un titre de séjour à caractère humanitaire. Mais il faut refaire un dossier !!!

Violetta, élève en C.A.P. cuisine au lycée du Castel, va bientôt avoir 18 ans. La semaine passée, ses parents ont reçu deux fois la visite des policiers qui demandaient ses papiers d'identité. Elle est bientôt expulsable... Le collectif du lycée qui soutient les jeunes exilé·e·s a imaginé le pire : que les policiers viennent au lycée (elle est interne) pour la voir ou même l'emmener. Ils ont prévu d'arrêter les cours et de sortir des classes si cela se produisait.

"Nous ne pouvons accepter de voir disparaître une élève qui s'est lancée dans son parcours scolaire et trouve en France des conditions de vie meilleure, nous pouvons encore moins accepter que les policiers puissent entrer dans le lycée pour s'occuper de ses papiers ou de sa situation. L'école doit rester un lieu où les élèves peuvent apprendre sans se préoccuper d'être interrogés et même emmenés. Comment alors accueillir tous nos élèves en attente de régularisation ? Sans cette sécurité, est-ce que Guimba, Marjona, Elvis et d'autres auraient pu étudier et obtenir leurs diplômes ?", écrit le collectif.

Voilà deux exemples, dont on se serait bien passé, des extrémités auxquelles en arrivent l'État et son représentant à Dijon, pour donner des gages politiques à une droite extrême et à une population qui pourtant n'en demande pas tant ! Cela rappelle des heures sombres de notre histoire, comme l'ont rappelé des lecteurs du *Bien Public* dans son édition du 5 janvier.

Ceux qui quittent leur pays le font pour les raisons puissantes d'un danger qu'ils courent ou d'une survie impossible, et doivent être protégés. La Convention Internationale des Droits de l'Enfant, signée par la France en 1990, n'est pas respectée. Et la liste est nombreuse de ces indignités. Rien que ces dernières semaines :

- une [famille mongole](#) a refusé de monter dans l'avion en décembre. Elle avait été cueillie dans un logement Emmaüs, lieu pourtant sanctuarisé pour les migrant·e·s ;
- un enfant de 11 ans scolarisé au collège du Parc, un jeune Guinéen de 18 ans envoyé 2 fois en centre de rétention sont menacés ;
- plusieurs jeunes du lycée du Castel devenu·e·s majeur·e·s se sont vu·e·s signifier une OQTF et vivent dans l'angoisse d'être cueilli·e·s de la même façon.

Comment se concentrer sur des études ? Envisager un avenir ? Cette situation est intolérable : ces jeunes majeur·e·s ou mineur·e·s non accompagné·e·s ont souvent subi les pires violences pour parvenir jusque là : pouvoir se poser, étudier, apprendre un métier, se faire des ami·e·s...

Et c'est là le paradoxe : ils arrivent souvent très jeunes, 15 ou 16 ans. Après un parcours du combattant pour faire reconnaître leur minorité (souvent niée malgré l'évidence par le Préfet), ils apprennent un métier, très souvent de service ou « de bouche », métiers "en tension" actuellement, et à 18 ans, le couperet tombe : c'est l'OQTF*.

Parfois les mobilisations paient : grâce à leur médiatisation, certain·e·s jeunes ont pu obtenir le précieux sésame d'un titre de séjour, comme Guimba, Marjona* et d'autres. Mais les exilé·e·s sont nombreux·es à Dijon : l'Etat ne remplit pas souvent ses obligations à leur égard, en particulier celle de les héberger. Beaucoup sont à la rue, et obligé·e·s de vivre dans des squats de fortune. Cela dure depuis des années !

Nous invitons à soutenir ces exilé·e·s, mineur·e·s isolé·e·s, célibataires ou en famille, et les associations qui font un travail remarquable et se battent pied à pied contre des décisions indignes. Tout est fait à la Préfecture pour les décourager : des conditions d'accueil administratives peu respectueuses à la dématérialisation des démarches, en passant par la contestation systématique des documents produits, le chemin est long, et le soutien coûte cher ! Nous pouvons apporter notre soutien financier ou par notre présence, soit aux rassemblements soit en signant les pétitions et en les faisant circuler, ou en écrivant des courriers, comme ces lecteurs du *Bien Public*.

À Calais, des gens se noient en recherchant un avenir meilleur ; ici à Dijon aussi, on les pousse au désespoir!

Pour aller plus loin:

SOS Refoulement : Depuis des années, cette association aide de nombreux·x·ses exilé·e·s à faire valoir leurs droits à un séjour digne en France. Ses bénévoles assurent une aide administrative (réalisation et suivi des dossiers, accompagnement dans les démarches à la Préfecture, adresses pour le courrier), matérielle (distribution de nourriture, recherche de logements), et financière (les timbres fiscaux et autres paiements d'actes administratifs coûtent très cher en France !), et des cours de français, avec d'autres associations.

Mais c'est un travail patient, long, et les militants ont besoin de relais, de coups de pouce... et d'un soutien financier.

Adresse (SOS va bientôt déménager) : SOS Refoulement, Maison des Associations, Boite TT10, 2 rue des Corroyeurs, 21000 DIJON

Pour un virement: <https://www.helloasso.com/associations/sos-refoulement/formulaires/1>

Les dons donnent droit à déduction fiscale ; cela permet de faire plus et c'est un moyen de consacrer une partie de ses impôts à ce soutien.

Le Collectif LAIC * et l'association Cast'Ailes, réunissant enseignants, personnels du lycée et élèves, assurent aux jeunes exilé·e·s scolarisé·e·s au Castel un soutien sans faille. Ils prennent en charge tout ce dont les jeunes majeur·e·s ne bénéficient plus de la part du Conseil Départemental dès leur majorité (matériel scolaire, vêtements..), mais aussi le financement des démarches pour obtenir un titre de séjour, et surtout l'hébergement quand l'internat du lycée est fermé (week-ends et vacances scolaires).

Un magnifique réseau de solidarité s'est créé, et porte ces jeunes qui vivent parfois de profonds moments de découragement, quand la Préfecture refuse de reconnaître la légalité des documents qu'ils produisent pour obtenir un titre de séjour (c'est systématique : ça lui gagne du temps, et surtout ça peut les décourager et leur faire lâcher prise). Il a obtenu des succès, comme le titre de séjour de Guimba, le boulanger pâtissier chocolatier dont l'employeur a réclaté la régularisation pour qu'il puisse finir de le former et le garder. Convoqué Place Suquet tous les jours au moment des fêtes de fin d'année de 2019, il était accompagné d'une flopée de lycéens, profs et autres soutiens. Il leur en faut, du courage et de la détermination, à ces jeunes face à un accueil aussi hostile et menaçant dans notre pays !

Le cas des Afghans de France vu par [Médiapart](#)

Contacts :

* Collectif Laïc : collectiflaic@framalistes.org (liste de diffusion)

RIB et domiciliation chèques: [scan joint](#)

* pour lire et signer la pétition pour Rizart et sa famille :

<https://www.change.org/p/prefet21-bfc-soutien-a-rizart-%C3%A9l%C3%A8ve-de-cm2-et-%C3%A0-ses-parents>

Notes :

* OQTF: obligation de quitter le territoire français, souvent mise en œuvre à l'aube par des policiers qui vous emmènent en CRA, centre de rétention administrative, puis dans l'avion. De nombreuses OQTF sont prononcées et irréalisables, par ex. à destination de l'Afghanistan, pays avec lequel la France n'a plus de relations diplomatiques.

* Marjona a bien failli être expulsée alors qu'elle entamait une formation d'infirmière en pleine pandémie, et que les bras manquaient à l'hôpital. La mobilisation autour de l'absurdité de cette expulsion lui a permis d'obtenir un titre de séjour et de continuer ses études.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 14

janvier 2022

Interview de Jeanne-Marie Fournier, habitante de l'immeuble ADOMA, av. du Cromois

Bonjour Jeanne-Marie. Vous vivez dans l'immeuble du 49 avenue du Cromois à Quetigny, qui accueille, entre autres, des migrants. Pouvez-vous nous dire qui habite cette résidence ?

Elle est composée de façon hétéroclite. Il y a 70 studios, dont 46 sont la propriété d'ADOMA*. L'immeuble de Quetigny a en charge trois situations différentes :

- un C.P.H.* qui accueille les migrants
- des locataires ADOMA
- des studios des Toits du Cœur, géré par une personne de cette association, mais dont ADOMA reste propriétaire.

Il s'y ajoute des propriétaires privés ; je suis, par exemple, propriétaire de mon studio. ADOMA possède 43 studios dont 8 gérés par les Toits du Cœur, et 21 propriétaires privés possèdent 26 studios car 5 propriétaires en ont acquis 2.

Chaque studio fait 20 m², et il s'y ajoute 4 studios de 40 m², prévus pour des familles (dont deux familles avec deux enfants).

Le C.P.H. ne loge que des migrants. Dans les autres studios habitent des Français, des étudiants... Mais il y a une grande mixité, et si vous allez dans un étage où il y a de nombreuses portes, ce ne sont que des studios et la population est très diverse (propriétaires, locataires, Français, étrangers...).

D'où viennent ces migrants, et quel est leur statut ?

De beaucoup de pays différents. Nous avons des Syriens, mes voisins sont éthiopiens, une Maman et son enfant sont de la Côte d'Ivoire... Cette année, il y a beaucoup d'Africains : Somaliens, Soudanais... mais il y a aussi des Tibétains, qui sont très discrets et qui ne parlent pas, qui travaillent dans les restaurants chinois.

Ce sont des demandeurs d'asile, ou ont-ils déjà des cartes de séjour ?

Je ne sais pas exactement, sur le plan administratif : c'est la tâche des trois assistantes sociales. Je ne suis informée de cela que si la personne me montre sa carte. Je fais plutôt du relationnel (garder un enfant, l'emmener à l'hôpital, etc.).

Justement, vous êtes amenée à porter aide à ces migrants ; vous avez même créé une association pour cela... Quel est votre rôle au sein de cet immeuble ?

En fait, j'ai créé l'association, non seulement pour les migrants, mais pour tous les résidents de l'immeuble. C'est gratuit, parce que je considère que si vous habitez ici, vous n'êtes pas millionnaire... La plupart des gens ont le RSA.

Est-ce que les gens font acte d'adhésion, ou est-ce que c'est vous qui les considérez comme adhérents par défaut, si l'on peut dire ?

Oui, c'est ça... Je les considère comme adhérents même s'ils ne viennent pas, parce qu'ils ne savent pas forcément qu'il y a une association qui va les défendre. Quand ils viennent frapper à ma porte, je leur explique que j'ai fondé une association pour pouvoir les aider... mais les trois quarts ont des problèmes de langue. C'est très difficile pour eux : ils arrivent, on leur demande d'apprendre le français, d'aller travailler, de s'intégrer, et ils ne savent pas où s'acheter quelque chose, quoi faire, qui rencontrer, etc. Comme j'habite là, je les vois tous les jours ; j'arrive à les connaître, et j'essaie de répondre... mais là, maintenant, je n'y arrive plus toute seule. Je "rame" : 10 par jour viennent frapper à ma porte, et toutes les situations sont différentes... Et puis il y a tous ceux qui étaient là, et avec qui j'ai gardé des relations ; ils habitent à Dijon, à Chevigny, etc., et ils viennent aussi me voir.

Est-ce qu'eux-mêmes contribuent à soutenir les autres ?

Oui, bien sûr ! Par ex., des Afghans qui habitent maintenant à Dijon sont restés amis avec des Afghans de la maison... par exemple des dames seules avec leur enfant qui ne parviennent pas à apprendre le français et ont besoin de leur aide.

Donc, votre rôle est aussi bien de débrouiller des questions concrètes, pratiques, que d'établir des liens entre les personnes qui sont là, voire avec l'extérieur ?

Oui, et puis leur demande, c'est d'abord : « Viens parler en français avec moi » ; ça se traduit par « Viens, on t'offre le thé » (j'en bois 2 litres par jour !)... car il y a très peu de Français qui prennent le temps d'essayer de communiquer avec eux. On rentre peu à peu dans une relation amicale, on dit « je ne sais pas faire mon devoir », ou on évoque la vie de tous les jours.

Est-ce qu'il y a une structure "officielle" d'aide aux migrants dans l'immeuble ?

Les assistantes sociales, embauchées par l'ADOMA... Mais elles sont là pour les aider sur le plan administratif, pour leur trouver un nouvel appartement, leur chercher un travail, inscrire les enfants à l'école... ce que je ne fais pas ; mais quelquefois, j'empiète un peu sur leurs missions, par exemple en appelant un docteur comme cette semaine.

Et les relations entre elles et vous se passent comment ?

Alors... (rires) elles pensent que je marche un peu sur leurs platebandes : je me suis déjà fait sévèrement

engu... Mais quand un petit garçon de 19 mois a 39° pendant la nuit, quand la Maman ne sait pas quoi faire, je contacte le docteur, on achète le thermomètre et les médicaments à la pharmacie !

Au fond, vous occupez l'emploi d'une assistante sociale à plein temps qui serait là pour démêler tous les problèmes en permanence ?

Si l'on veut, mais je n'apporte pas de réponse administrative. Le Secours Populaire ne fournit de l'aide alimentaire que le samedi matin ; je les aide deux fois par mois. J'ai aussi emmené des gens à l'hôpital parce que c'était urgent (l'assistante sociale n'était pas là). Sur le coup, je ne réfléchis pas ; je veux aider, c'est tout.

Et quelles sont, pour vous, les difficultés principales rencontrées par ces migrants ?

La question, c'est d'abord la langue : quand vous ne comprenez pas la langue et que vous arrivez, par ex. d'Afghanistan, dans un pays si différent du vôtre, c'est très difficile ! Même s'il y a des cours de français, les professeurs ne peuvent pas laisser les gens s'exprimer suffisamment... S'il y avait plusieurs personnes disponibles juste pour parler en français, une heure de temps en temps, ça les aiderait beaucoup.

Et financièrement, est-ce que ces personnes reçoivent des ressources ?

Elles reçoivent le R.S.A. (563 euros pour une personne seule). Je précise aussi que l'État français donne à l'ADOMA 25 euros par jour et par personne. C'est l'ADOMA qui gère cette dernière somme, entre autres pour payer les assistantes sociales. S'il y a une famille, celle-ci reçoit en plus les allocations familiales. Mais les résidents paient un loyer, de l'ordre de 120 euros par mois.

Et tout cela si ces personnes sont en situation régulière...

Ah oui ! Avant le C.P.H.*, créé récemment, une famille arménienne (une Maman enceinte et son fils) a été mise dehors par l'ADOMA parce que ses papiers n'avaient pas été renouvelés par la préfecture ! Ils ont dormi dans mes 20 m² pendant trois mois... J'ai fini par les accompagner à la préfecture, on m'a dit : « si vous ne savez pas où loger, vous pouvez dormir au jardin Darcy ! ». Peu de gens savent que l'administration peut répondre ça à une famille dans la détresse ! Le maire de l'époque s'est mis d'accord avec le curé pour leur prêter l'ancien local des scouts, parce que le bébé allait arriver ! Maintenant, ils se sont très bien intégrés : la Maman travaille, la fille est à l'école.

Et puis, deux personnes ont été retrouvées mortes ces derniers temps dans leur studio. Ce n'étaient pas des suicides, mais c'était dans des conditions sordides et très émouvantes, qui en disent long sur les conditions de vie de beaucoup d'occupants de l'immeuble. Cela m'a paniquée. Cette société est inhumaine. !

Qu'attendez-vous des différents acteurs présents sur la ville, municipalité, associations, groupes politiques, entre autres Réinventons Quetigny, puisque vous avez fait appel à nous ?

Je ne demande pas des choses extraordinaires, mais juste un suivi quotidien et précis : je discute avec une personne, je constate qu'elle a un problème ; je fais juste le lien : comment pouvez-vous m'aider à le résoudre ? Je n'y arrive pas toute seule ; je vais avoir 74 ans, ça fait 13 ans que j'habite ici, je le fais intensément depuis une dizaine d'années, j'arrive un peu à être saturée. Ça a été calme la semaine des fêtes, on a fait des petites fêtes ensemble, mais lundi matin, ça a repris à plein... Je ne veux pas perdre la confiance des gens que j'essaie d'aider.

Vous parlez de « petites fêtes »... Quels enseignements tirez-vous de celle qui a été organisée le 30 décembre avec Réinventons Quetigny ?

D'abord, j'en ai été très contente ; c'est la première fois qu'une équipe extérieure à l'immeuble vient, et j'attends une suite ! Que des gens parlent français une heure avec les résidents, les aident pour obtenir des papiers, interviennent avec moi auprès du syndic pour râler parce que les poubelles sont devant la porte... des actions modestes ! Régulières, avec un petit planning : quelqu'un me dit : « J'ai deux heures dans la semaine » ou « Je viens deux fois par mois pour aider à ceci ou cela ». Voilà ! Comme ça, j'ai moins de poids sur les épaules, et plus de temps pour mes enfants et petit-enfants...

Quelles propositions formuleriez-vous pour améliorer la vie des résidents ?

Ce que je viens d'expliquer : que ces gens, qui sont obligés de quitter leur pays parce qu'on les persécute ou qu'ils n'ont rien à manger puissent s'intégrer dans la vie française un peu plus facilement, et avec meilleur moral. Le CPH*, c'est 9 mois : ils vont s'installer ensuite ailleurs, et s'ils ont pu établir des relations, ça se passera bien... Quelques exemples : "Mamie" (comme ils m'appellent) a gardé des relations avec eux, et peut les aider à transporter un frigo dans sa camionnette... Un Monsieur du Secours Populaire montre un peu son autorité à un enfant sans papa qui déstabilise par ses colères sa mère trop indulgente ! La confiance s'établit comme ça. Je souhaite juste des bénévoles qui puissent prendre le relais.

Vous décrivez l'aide que peuvent apporter les bénévoles (en gros le système associatif), mais il y a quand même les institutions, la mairie, ADOMA... Cent personnes vivent dans cette résidence, il y a peu de choses pour favoriser la vie collective... Ne faudrait-il pas, par exemple, un emploi d'ADOMA pour régler toutes les questions que vous avez soulevées ?

Ça voudrait dire « pour me remplacer » ?

Pas forcément ! Mais si vous partiez, et si personne ne vous remplaçait, le système associatif pourrait prendre en charge seulement une partie de ce que vous faites... Les besoins au quotidien que vous décrivez ne seraient pas satisfaits ! De plus, si quelqu'un était nommé, vous pourriez garder toutes les relations amicales (ce qui serait tout à fait profitable), et vous décharger de toutes les contraintes complexes pouvant être gérées par une personne compétente...

Oui, mais les assistantes sociales ne sont là que pour le C.P.H.*, et les personnes relevant du C.P.H. sont minoritaires dans l'immeuble. La municipalité est parfaitement au courant de la situation de notre bâtiment ; on la voit en période d'élection, on a eu une grande réunion à la mairie (avec des représentants d'ADOMA, des gendarmes, d'autres propriétaires du bâtiment il y a plus de deux ans). ADOMA avait promis d'installer un bureau en bas pour les assistantes sociales, et avait promis de le réaliser dans les deux mois ; rien n'a été fait. Pourquoi personne ne bouge à la mairie ? Notre bâtiment ne vote pas... Ils n'ont aucun intérêt à agir ! Certes, c'est un bâtiment très spécial, mais on fait quand même partie de Quetigny !

Vous nous disiez il y a quelque temps que vous aviez dû remuer ciel et terre pour pouvoir disposer de sorties de secours...

Le préfet ! le préfet ! J'ai fait un dossier comme ça (pouce et index écartés) pour lui expliquer qu'il y avait eu un incendie avec 7 morts à Fontaine-d'Ouche, dans un immeuble ADOMA ; qu'on avait déjà eu le feu dans les poubelles ; et que si un incendie se déclençait dans l'entrée principale (côté poubelles), personne ne pouvait sortir ! J'avais fait venir un journaliste du Bien Public qui avait rédigé un gros article sur le thème « Fontaine d'Ouche ne peut-il pas se reproduire à Quetigny ? ». La mairie était au courant, le syndic était au courant, et personne ne faisait rien depuis 2010... À la mairie, je me suis fait engueuler : « Moi, je suis de gauche, vous allez pleurer dans un journal de droite, ça va pas ! ». Cet été, le préfet a fait ouvrir, à l'arrière de l'immeuble, les sorties de secours qui restaient verrouillées auparavant. C'était vital !

Pour terminer cet entretien, quels vœux pourriez-vous formuler à destination de nos lecteurs ?

Je demande juste une aide ponctuelle, pour être un peu soulagée. Je peux faire l'intermédiaire pour que la personne à aider ait confiance en la personne présentée par moi. Il y a toujours de l'appréhension, car les résidents ont souvent eu des expériences malheureuses dans leur entourage !

Merci, Jeanne-Marie.

* ADOMA (du latin "ad" qui signifie vers et "domus" la maison) fait partie du groupe CDC Habitat. Avec plus de 400 résidences en France cet organisme dispose de 80 000 logements en principe pour l'accueil temporaire des personnes les plus fragiles.

* C.P.H. (Centre Provisoire d'Hébergement) : centre d'hébergement et de réinsertion sociale pour les personnes bénéficiaires d'une protection internationale. Il favorise leur insertion professionnelle et sociale en prenant en compte l'ensemble des aspects de la vie quotidienne (accès aux droits, scolarisation, santé, logement, formation, emploi...).



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 14

janvier 2022

La vie de plus en plus chère, mais pas pour tout le monde

L'augmentation du coût de la vie a fait des bonds ces derniers mois. Les factures énergétiques explosent, comme les prix de l'alimentation et des matières premières. Les cotisations de mutuelles suivent le mouvement et les banques ne sont pas en reste. Sans compter les taxes foncières (+ 4,4 % pour 2022 à Quetigny par exemple) plus promptes à suivre l'inflation que les revenus de la grande majorité de nos concitoyens.

L'Indice INSEE du coût de la vie a progressé de 2,8 % en 2021. Selon les experts de la Banque de France, cette inflation va se maintenir, en se diffusant dans la plupart des secteurs d'activités.

Les salaires ne suivent pas. Dans la Fonction Publique, la valeur du point d'indice est à nouveau gelée. Avec une augmentation prévue de seulement 1 %, les retraites vont encore perdre du terrain. Le site Juritravail.com (lié à Groupama) nous montre que les [minima sociaux SMIC, RSA, AAH, etc.](#) ont du mal à suivre le mouvement. L'épargne populaire n'est guère mieux lotie : la rémunération du livret A va passer de 0,5 % à 1 %, soit quatre fois moins que l'inflation!

La crise pas pour tout le monde

Pendant que la vie de la plupart de nos concitoyens devient de plus en plus difficile, les entreprises du CAC 40 continuent à choyer leurs actionnaires (voir le rapport [Allo Bercy ? Pas d'aides publiques aux grandes entreprises sans conditions](#) publié par l'Observatoire des multinationales).

En pleine pandémie, le CAC 40 a versé en 2021 à ses actionnaires 51 milliards d'euros de dividendes (+ 22 %) soit l'équivalent de 140 % de ses profits réalisés en 2020. Même en déficit, certaines entreprises continuent à chérir leurs actionnaires. Les pertes de Carrefour, par exemple, ne l'ont pas empêché de distribuer 350 millions d'euros par an à ses actionnaires.

Les dirigeants du CAC 40 devraient toucher en moyenne 5,3 millions d'euros au titre de l'année 2021 : 1,5 million de plus qu'en 2020 et 500 000 euros de plus qu'en 2019.

Des aides massives qui ne favorisent pas l'emploi

La France a consacré 155 milliards d'euros supplémentaires (en plus des 150 Mds déjà existants) pour soutenir les entreprises. Toutes celles du CAC 40, bien que certaines s'en défendent, ont perçu des aides publiques massives : chômage partiel, plan d'urgence, plan de relance, etc.

Et pourtant, depuis le début de la crise, le CAC 40 a annoncé la suppression de plus de 60 000 emplois, dont près de la moitié sur le territoire français.

Parmi celles qui affichent les plus gros bénéfices, les suppressions ont été massives, par exemple :

	<u>bénéfices en Mds €</u>	<u>suppressions d'emplois</u>
ArcelorMittal	5,9	23 500
LVMH	5,3	12 800
Airbus	2,2	9 000
AXA	4,0	6 000
BNP Paribas	4,7	5 500

Des profits, mais pas pour le climat

En dépit de leurs communications qui relèvent souvent du greenwashing, et malgré les aides publiques reçues, le principal souci de certaines grandes entreprises françaises n'est pas vraiment le climat. Le puissant lobbying des multinationales à la COP 26 prouve bien que leurs profits s'accommodent mal de l'urgence climatique.

En 2018, Engie a livré au Maroc une centrale neuve au charbon dans le port de Safi en partenariat avec la holding NAREVA de la famille royale.

Entre janvier 2016 et septembre 2018, selon les Amis de la Terre, BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole ont encore investi près de 10 milliards d'euros dans les entreprises actives dans le secteur du charbon.

En 2018-2019, Total a pris plusieurs décisions d'investissements importants, non seulement pour l'exploitation du gaz de schiste proprement dite (avec ses parts dans des gisements au Texas et dans l'Ohio), mais aussi et surtout pour son exportation vers les marchés internationaux. La Société Générale a participé, elle aussi, au financement des projets de gazoducs et de terminaux d'exportation vers l'Europe, projets qui en retour favorisent le développement de l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis.

Plus jamais ça ?

Nous n'avons pas beaucoup d'illusions sur la volonté des multinationales à promouvoir la justice sociale et à prendre des mesures radicales pour le climat après le choc de la crise sanitaire. Il est vrai que les politiques de l'État en la matière ont été peu contraignantes pour ces groupes industriels ou financiers. Faute de moyens ? Pas totalement, car les aides attribuées auraient, au moins, pu être conditionnées par des impératifs sociaux, écologiques et fiscaux.

Certes, ce n'est pas encore un débat majeur de la campagne présidentielle actuelle. Mais le "pays réel" a conscience des injustices de plus en plus grandes, et les promesses non tenues aux salariés, fonctionnaires, retraités... font monter leur colère. Des grèves sont menées avec succès (Leroy Merlin, Éducation Nationale...) et les syndicats appellent à une journée interprofessionnelle pour le 27 janvier (voir notre [agenda](#)).

Pour aller plus loin :

[CAC40 : des records financés par les aides publiques - Observatoire des multinationales](#)

[Le vrai bilan du CAC 40 : des profits considérables pour quelques-uns, les coûts pour tous les autres - Basta! \(bastamag.net\)](#)



La Lettre

n° 14

janvier 2022

La primaire populaire

À plusieurs reprises, *Réinventons Quetigny* vous a fait part de son intérêt pour la Primaire Populaire, en mettant à la disposition de celles et ceux qui le souhaitent les moyens d'y participer afin de tenter de réunir la Gauche pour l'élection présidentielle. En effet notre collectif citoyen n'est pas enfermé dans la vie de notre commune, il garde un œil largement ouvert sur les événements, les questions et les enjeux qui dépassent les frontières de notre ville.

RQ regroupe des personnes de sensibilités politiques diverses à Gauche (EELV, LFI, PC, Ensemble !...) et la majorité de ses membres n'adhèrent à aucune formation politique. La primaire populaire y est regardée avec sympathie et conviction par certain·e·s, d'autres n'y adhèrent pas et lui préfèrent l'un·e des candidat·e·s déjà déclaré·e·s depuis plusieurs mois. On retrouve ainsi dans notre collectif la diversité de préférence et de choix que l'on observe à Gauche dans cette période d'élections majeures. Cela entraîne évidemment des débats et des divergences, mais enrichit aussi notre pluralisme.

Du 27 au 30 janvier prochain, plusieurs dizaines de citoyen·ne·s — les animateurs de la Primaire Populaire en ont annoncé plus de 120 000 — investiront une des 7 candidatures, choisies au mois de novembre 2021 par un premier vote, pour incarner l'unité et les valeurs du socle commun ([lire ici](#)).

La suite n'est pas écrite. La campagne électorale va se dérouler dans le cadre démocratique sans doute imparfait qui est le nôtre. Il appartiendra à tout un·e chacun·e, individuellement et collectivement, d'intervenir dans ce cadre.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 14

janvier 2022

Passé vaccinal : une fausse solution... dangereuse !

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que la **vaccination** contre la Covid-19 est, avec les gestes barrières, le port du masque, l'isolement des malades quand c'est possible... **une des solutions** pour lutter contre cette pandémie dévastatrice. Il suffit de constater la gravité de l'épidémie quand le taux de vaccination est bas, comme par exemple aux Antilles cet automne.

Cependant, après avoir introduit le passe sanitaire, le gouvernement impose un passe vaccinal qui, de façon totalement hypocrite, vise à instaurer une obligation vaccinale qui ne dit pas son nom.

Ce passe est

- **inefficace** : En effet, si la vaccination réduit de façon significative la gravité de la maladie, elle ne supprime pas, même si elle le diminue, ni le risque d'être malade, ni le risque de transmettre le virus. Le passe sanitaire est donc peu efficace contre la transmission de la maladie, la preuve en étant qu'il faut maintenir les gestes barrières. Le gouvernement s'est d'ailleurs bien gardé de publier une évaluation du passe sanitaire comme lui a demandé la CNIL par quatre fois.

Il ne permet pas d'aller vacciner les personnes isolées, en particulier les personnes âgées, sans domicile et autres.

Il ne faut pas non plus oublier que tant que les pays pauvres ne seront pas vaccinés, le virus continuera de circuler plus activement avec ou sans nouveaux variants. La seule solution pour vacciner leurs populations est de lever les brevets des labos pharmaceutiques pour que ces pays puissent fabriquer à un coût abordable ces vaccins.

- **un danger pour les libertés démocratiques** ; la Ligue des Droits de l'Homme, ainsi que la Défenseure des Droits, ont alerté sur les dangers du passe vaccinal :

- privation pour les personnes non ou non totalement vaccinées des activités sociales quotidiennes (accès aux lieux ouverts au public : restauration, spectacles, transports longue distance...).

- risque d'un glissement vers la surveillance sociale généralisée,
- risque — déjà constaté — de discrimination à l'emploi.

La privatisation du contrôle du passe vaccinal entraîne un risque d'abus, de tensions, de discrimination et d'atteinte au secret médical.

L'attitude de Macron, qui veut « emmerder » les non vaccinés, montre son mépris pour la population et son refus de chercher à convaincre. Mais il y a plus grave et le plus dangereux : sa théorie du devoir avant les droits est contraire à la Déclaration des Droits de l'Homme qui sont « naturels et imprescriptibles » et dont découlent éventuellement des devoirs. Surtout, sa tentative de dénier le droit à la citoyenneté à ceux qu'il estime irresponsables constitue des propos (in)dignes d'un président hongrois ou polonais. Il s'ensuit une campagne, parfois malheureusement relayée par quelques soignants, contre les non vaccinés, qui deviennent des boucs émissaires pratiques pour cacher la destruction de la santé publique, en particulier de l'hôpital, et éviter qu'on en parle.

Le passe vaccinal ne permettra pas de résoudre les difficultés liées à la pandémie ; en revanche, il est une tentative de mise en place d'un contrôle social extrêmement inquiétant.

A close-up portrait of Gabriel Boric, a man with a dark beard and mustache, wearing a grey sweater. He is looking slightly to the right with a serious expression, his right hand is partially visible near his chin.

**Gabriel
Boric**

Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 14

janvier 2022

Le Chili, si loin si proche...

Il vient de s'y jouer une élection présidentielle. Et vous savez quoi ? Le candidat d'extrême droite qui s'appelle Kast (joli nom pour un candidat pinochettiste !) a été battu. Et non pas par un clone de Macron mais par Gabriel Boric, un ancien responsable syndical étudiant, soutenu par une alliance électorale allant des communistes au centre gauche de l'ex-présidente Michèle Bachelet, en passant la gauche chrétienne, les écolos pro-climat, les féministes et LGBT+, des libertaires, des minorités autochtones...

Depuis 2019, le Chili — pays aux traditions démocratiques de type parlementaire anciennes — est secoué par d'importants mouvements sociaux et sociétaux qui ont débouché

- sur l'élection d'une Convention Constitutionnelle présidée par une militante mapuche (minorité indienne) Elisa Loncón, élue en mai dernier et chargée de rédiger un nouveau projet de Constitution qui sera soumis à référendum en septembre prochain ;
- et donc sur l'élection présidentielle de Boric comme 39^{ème} président de la République du Chili, après... une Primaire de la Gauche. Car il a su mobiliser, notamment entre les deux tours, les syndicats et mouvements sociaux, la jeunesse, les femmes et les quartiers populaires contre le danger fasciste.

Mais attention ! Tout n'est pas rose, ni vert, ni rouge, d'ailleurs...

- Kast a été battu, certes, mais il a tout de même recueilli 44 % des suffrages exprimés ;
- L'abstention est restée très élevée à plus de 44 %, même si la gauche s'est fortement mobilisée ;
- Le Sénat dispose d'une majorité de droite et l'Assemblée Nationale n'a pas dégagé de majorité claire ;
- Soutenu par une coalition hétéroclite avec laquelle il a dû composer, Boric a un programme de type social-démocrate peu enthousiasmant : en fait, c'était lui ou le pinochetisme.

Il entrera officiellement en mars prochain à la Moneda, le Palais présidentiel où Salvador Allende a été tué les armes à la main le 11 septembre 1973 par l'armée « démocratique » de Pinochet soutenu par la CIA. Et comme lui, Boric ne doit pas s'attendre à ce que la bourgeoisie et le patronat chiliens lui fassent des cadeaux, ni les firmes multinationales et les firmes étrangères qui convoitent les ressources du pays...

Ses choix politiques dans la composition de son gouvernement et les mesures qu'il prendra pour tourner la page du néo-libéralisme, promouvoir l'égalité des sexes, agir sur la crise climatique et environnementale qui touche déjà sévèrement le Chili et reconnaître les droits des peuples autochtones, donneront des indications précieuses sur sa détermination.

L'Histoire montre qu'un homme seul ne peut rien. Boric devra s'appuyer sur les mobilisations populaires et les motiver, tout comme il pourra compter sur notre solidarité internationaliste.



Réinventons
QUETIGNY

La Lettre

n° 14

janvier 2022

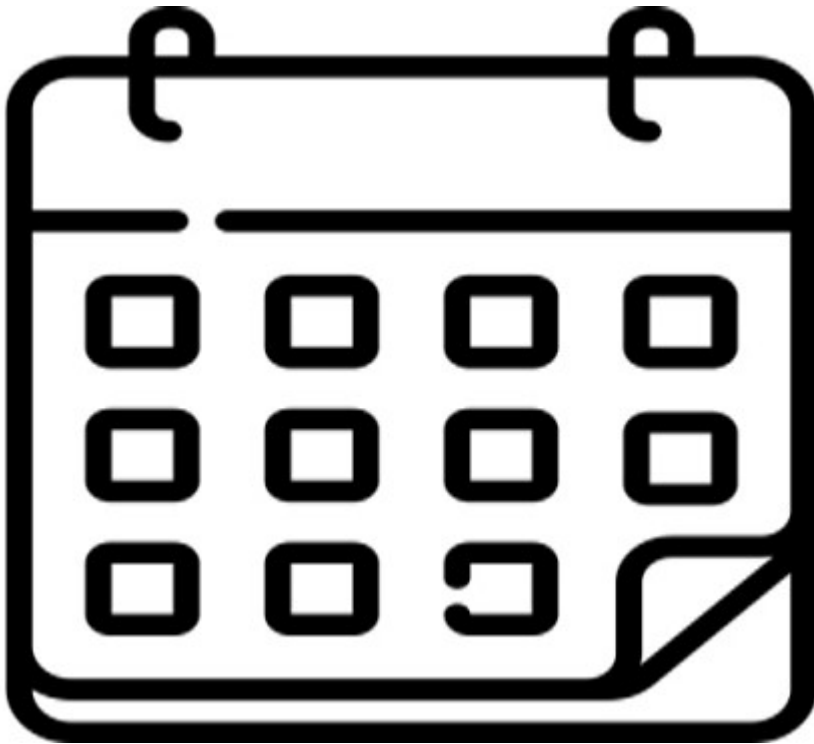


LE COIN DES ENFANTS

Les grandes aventures sont intérieures (Hergé)

5 heures, vite me lever, m'habiller sans faire de bruit, ils dorment tous encore, faire un clin d'œil à ZOÉ, mon petit chat à moi, il m'accompagne partout, il s'étire, me rejoint, il a déjà tout compris... nous faufler doucement dans le couloir, contourner le sapin en traversant la grande salle, tourner la clé de la porte d'entrée, ne pas oublier mon bonnet et mes gants, dehors tout est calme, la lune se reflète sur le sol givré, se diriger vers la remise, ZOÉ est avec moi et me regarde faire basculer le vantail, ne pas éclairer, se diriger vers le fond, à droite, me baisser, avancer les mains, saisir dans la cachette mes dessins, mes cadeaux ramenés de l'école et du centre social, je pense à mes parents et à ma petite sœur, comme ils vont être surpris, comme ils vont être contents, je me surprends à sourire, ne pas perdre de temps, nous sommes déjà dehors, refermer le vantail, mes bras ont peine à tout tenir, marcher pré-caution-neu-se-ment, le vent se lève, une branche du saule pleureur caresse mon épaule, surpris je trébuche, je commence à glisser... alors soudain ZOE bondit et toutes griffes dehors, le poil hérissé, semblant cracher des flammes, il fait disparaître la plaque de verglas... alors je reprends mes esprits et mon équilibre, et je l'entends me dire « Dans la vie mieux vaut être solidaires ». Les étoiles applaudissent !

Auteur anonyme, début 21ème siècle, France.



La Lettre

n° 14

janvier 2022

Sur notre agenda

mardi 18 janvier 2022 (1ère réunion, qui sera suivie d'autres tous les 3èmes mardis du mois)

Ouverture d'une "toto-école" buissonnière à Dijon

Cette auto-école associative propose l'apprentissage de la conduite puis le passage de l'examen en candidat libre

Pour savoir l'heure et le lieu, envoyer un mail à levelocestmieux@protonmail.com

Apprentissage de la conduite puis passage de l'examen en candidat libre, sans pression, en autogestion, entre ami·e·s et en confiance.

vendredi 21 janvier et samedi 22 janvier 2022

Nuit de la lecture

sur le thème des vampires et autres monstres amoureux !

Bibliothèque de Quetigny, 4 rue des Vergers (03 80 46 29 29)

Loups-garous de Thiercelieux géant, Bibli'O comme 3 pommes, atelier potions de sorcières...

samedi 22 janvier 2022 à 10 h 30

Abécédaire, par la débordante compagnie

Danse et langue des signes (jeune public à partir de 5 ans) : rencontre entre deux danseuses, l'une sourde et l'autre non

La Minoterie, 75 avenue Jean Jaurès, Dijon

Recherche autour de la langue des signes et de la question de l'apprentissage; découverte ludique de l'alphabet, illustrée par la danse.

mercredi 26 janvier 2022 de 18 h à 20 h

Conversation animée : vivre sans police

Discussion autour d'enjeux traversant les luttes sociales, écologistes, anti-autoritaires, féministes, anti-racistes...

Espace autogéré des Tanneries, 37 Rue des Ateliers, 21000 Dijon

Après la mort de George Floyd, peut-on réellement se passer de la police ? Comment apprendre à nous protéger les un-e-s les autres ?

jeudi 27 janvier 2022 à 14 h

Journée interprofessionnelle de revendications sur les salaires et l'emploi

à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, SNALC, et des organisations de jeunesse FIDL, MNL, UNEF, UNL

Place de la Libération, Dijon, à 14h (après un rassemblement dès 10h30 au Conseil régional pour les cheminots)

Pour la hausse du SMIC, des salaires, des pensions, des allocations, le dégel du point d'indice, contre la réforme de l'assurance chômage.

vendredi 28 janvier 2022 à 20 h 30

Spectacle Guillaume Meurice

Meurice se présente aux présidentielles pour la réconciliation nationale, et va plus loin, plus vite, plus haut, plus fort !

Le Cèdre, 9 Esplanade de la République, Chenôve (réserver sur scenizz.com/spectacles)

"Je n'ai jamais rencontré un homme si charismatique" (Joe Biden), "Je crois en lui" (Kim Jong Un), "Qui a vu mes lunettes ?" (Jean Castex).

vendredi 28 janvier à 20 h et samedi 29 janvier à 17 h

Monte Cristo, récit musical inspiré de l'œuvre d'Alexandre Dumas (à partir de 12 ans)

avec Nicolas Bonneau, Fannytastic et Gustave Castagné (compagnie La Volige)

Théâtre des Feuillants, 9 rue Condorcet, Dijon (proposé par l'ABC, 03 80 30 59 78)

Une grande épopée romanesque, parcourue de critique sociale, mêlant paroles, musiques, paysages sonores et projections d'images.

mercredi 9 février à 15 h (puis expo jusqu'au vendredi 11 février)

Collection, spectacle tout public (suivi d'une exposition) à partir de 7 ans

Texte et jeu : Frédérique Moreau De Bellaing, en hommage au célèbre (?) Josef Lagavitch, collectionneur de doudous.

Salle Camille Claudel, 4 Rue Camille Claudel, Quetigny (spectacle tout public à partir de 7 ans)

Inauguration d'une nouvelle ASD (Agence de Sauvegarde des Doudous) par M^{elle} Morot, déléguée du ministère du patrimoine affectif...

jusqu'au mardi 22 février 2022 : en semaine de 10 h à 22 h (17 h le vendredi) [visite commentée mardi 8/2 12 h 30]

Exposition POP - Prototype Objet Particulier

Développés pour réaliser une expérience ou répondre à une question de société, ces objets ont une histoire à raconter.

Atheneum, centre culturel de l'Université de Bourgogne, esplanade Erasme (campus de Dijon)

Venez les découvrir ainsi que leurs créateurs/trices dans une scénographie mêlant présentation physique, photos, sons, vidéos.

Si vous souhaitez nous faire part d'autres manifestations, à Quetigny ou alentour, qui pourraient figurer sur cet agenda, ou nous proposer d'autres liens qui pourraient impliquer les citoyen·ne·s dans la vie sociale et culturelle, [n'hésitez pas à nous les signaler!](#)